



**HAL**  
open science

## Un réformisme à l'italienne ?

Jean-Pierre Darnis

► **To cite this version:**

Jean-Pierre Darnis. Un réformisme à l'italienne ?. *Parlement[s], Revue d'histoire politique*, Hors série, 2022, N° 35 (1), pp.187-194. 10.3917/parl2.035.0187 . hal-04798033

**HAL Id: hal-04798033**

**<https://hal.science/hal-04798033v1>**

Submitted on 6 Dec 2024

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Copyright

# UN REFORMISME A L'ITALIENNE ?

## ENTRETIEN AVEC MARIA ELENA BOSCHI<sup>1</sup>

Jean-Pierre DARNIS  
Maître de conférences HDR à l'Université Côte-d'Azur,  
Centre de la Méditerranée moderne et contemporaine (CMMC)  
Chercheur associé à la Fondation pour la Recherche Stratégique (FRS, Paris)  
jean-pierre.darnis arobase univ-cotedazur.fr

Maria Elena Boschi (1981) députée élue en Toscane, préside le groupe parlementaire *Italia Viva* à la Chambre des députés. Elle a été ministre des réformes constitutionnelles et des rapports avec le Parlement sous le gouvernement Renzi (2014-2016) puis secrétaire d'État à la Présidence du Conseil sous le gouvernement Gentiloni (2016-2018). Ses années de formation sont marquées par l'engagement dans la vie associative catholique. Diplômée en droit de l'Université de Florence, elle a exercé la profession d'avocat. Elle émerge au sein du Parti Démocrate de Florence à partir de 2008 et intègre l'équipe de Matteo Renzi à l'occasion de la candidature aux élections municipales en 2009. Elle joue un rôle de premier plan dans l'ascension politique nationale du groupe guidé par le maire de Florence et s'investit dans l'organisation des rencontres de la Leopolda. Elle est élue députée du Parti Démocrate en 2013. Lors du gouvernement de 2014-2016 elle porte le projet de réforme de la constitution italienne, dossier clef qui constituera la pierre d'achoppement de l'exécutif Renzi à la suite de son rejet par référendum en 2016. Réélue députée en 2018, en septembre 2019 elle quitte le Parti Démocrate pour participer, aux côtés de Matteo Renzi, à la création du mouvement centriste *Italia Viva*.

***Mme la députée, lorsque l'on observe votre parcours politique, on relève la dynamique par laquelle un groupe de dirigeants du Parti Démocrate de Florence, dans le sillage de Matteo Renzi, s'est imposé au sein du parti pour ensuite créer la formation Italia Viva. Comment décririez-vous ce parcours ascendant depuis les fonctions locales jusqu'au niveau national ?***

Les responsabilités locales à Florence ont représenté un extraordinaire laboratoire. Lorsqu'il était maire de Florence, Matteo Renzi a réussi à changer en peu de temps l'image de la ville avec le choix courageux de la piétonnisation du centre historique, celui de la privatisation de l'entreprise de transport locale jusqu'à la relance de la politique culturelle de la ville. Nous avons pu également tester un modèle de participation des citoyens à des assemblées citoyennes périodiques dans une centaine de lieux de la ville pour écouter, mais aussi pour pouvoir partager, le développement de certains projets. Cette expérience a été ensuite fondamentale pour mettre en œuvre au niveau national le pragmatisme mais aussi la capacité de décider à contre-courant, que Renzi, seul maire qui soit ensuite devenu président du Conseil des Ministres, a porté à l'échelon gouvernemental. Et puis, je voudrais aussi vous dire que voir un groupe de jeunes femmes et hommes, unis par l'amitié avant même que par la passion politique, qui réussit depuis la province, pas à pas, à conquérir le *leadership* du parti, et ce en ayant contre soi 99 % des cadres du parti, ce fut une aventure exceptionnelle. Nous n'avons pu compter que sur la force des idées et le consensus dans la population, une adhésion qui nous a permis d'atteindre le résultat historique de 41 % pour le Parti Démocrate lors des élections de 2014. Personne n'y était arrivé au cours des soixante dernières années et personne n'a réussi depuis. Et ce consensus, nous l'avons remis en jeu pour poursuivre notre objectif de réaliser les réformes nécessaires pour le pays et secouer l'immobilisme qui durait

---

<sup>1</sup> Entretien réalisé à Rome, décembre 2021.

depuis des décennies.

***Un des éléments remarquables de ce parcours politique est l'organisation des rencontres de la Leopolda (du nom d'une ancienne gare de Florence, N.D.L.R.), une conférence annuelle d'échange d'idées dans laquelle se côtoient des responsables politiques, des acteurs de l'économie et de la société au sens large, une manifestation dont le succès ne s'est jamais démenti. Peut-on dire que la forme du « parti politique » classique est dépassée pour l'action politique moderne ?***

La Leopolda est un extraordinaire vivier de jeunes femmes et hommes politiques, mais aussi de compétences dans tous les secteurs. Nous en sommes aujourd'hui à la onzième édition et chaque année des milliers de personnes arrivent à Florence à leurs frais pour trois journées politiques.

Nous avons rénové la façon d'organiser les rencontres politiques. Les hommes et femmes politiques écoutent trois jours durant les interventions d'entrepreneurs, médecins, artistes, mères de famille et étudiants qui développent leurs idées pendant trois minutes. Et puis il y a une session d'une matinée dans laquelle les responsables politiques participent à des tables rondes avec les citoyens en échangeant idées et solutions. J'ai moi-même commencé mon activité politique comme bénévole à la Leopolda et il faut souligner que de nombreux responsables politiques y ont fait leurs premières armes.

La Leopolda est surtout un laboratoire d'idées. C'est à partir de cette expérience que nous avons écrit, de manière participative, notre programme de gouvernement (celui du gouvernement Renzi, N.D.L.R.) et nous avons tenu nos promesses. Les propositions de la Leopolda sont devenues aujourd'hui, pour la plupart, des lois : depuis la loi sur les unions civiles jusqu'à la réforme des activités bénévoles, en passant par le plafond des rémunérations des dirigeants d'entreprises contrôlées par le secteur public, sans oublier la déclaration d'impôt préremplie (lancée à la Leopolda par un jeune avocat qui est devenu ensuite directeur du Trésor Public).

La force de la Leopolda a toujours été celle d'être un espace de liberté, sans affiliation de parti, ce qui permet à de nombreuses personnes de prendre contact avec la politique, de fournir une idée, une contribution sans devoir s'inscrire à un parti. Pour beaucoup d'entre eux, la politique s'est transformée en passion et ils occupent aujourd'hui des fonctions de maires, parlementaires, conseillers régionaux.

Nous avons inventé une nouvelle façon de parler directement non pas aux personnes mais avec les personnes. C'est ce qui nous a permis de dépoussiérer la manière d'aborder la politique en Italie, avec un langage plus direct et en permettant l'émergence d'une nouvelle génération.

***L'expérience « lib-lab » de Tony Blair au Royaume-Uni a souvent été commentée comme étant la volonté de concilier une vision dynamique de l'économie et des rapports sociaux avec des objectifs de progrès. Cette tentative représente-t-elle un modèle de référence ?***

Très certainement. J'ai eu l'honneur de rencontrer Tony Blair à Rome avec Matteo Renzi et de pouvoir m'entretenir directement avec lui. Je sais combien, à gauche aujourd'hui, nombreux sont ceux qui critiquent Blair, mais je pense qu'il a représenté un moment remarquable pour les progressistes, non seulement parce qu'il a su gagner les élections, mais aussi parce qu'il a changé l'idée de gauche en affrontant certaines thématiques longtemps considérées comme tabou car considérées comme l'apanage de la droite. Blair a su les décliner d'une façon moderne et nouvelle, ce qui était la bonne manière de répondre aux besoins et aux inquiétudes de la population. D'ailleurs, aujourd'hui encore, l'actualité politique nous enseigne que, des États-Unis à l'Allemagne et à la France, le réformisme gagne lorsqu'il est capable d'interpréter la tendance progressiste comme une réelle modernisation en visant également un vote modéré. Un certain conservatisme de gauche, au contraire, insiste sur les thèmes identitaires pour ne pas perdre son propre bassin

d'électeurs, conçu comme une chasse gardée, et n'est ainsi pas capable de relever les grands défis des nouveaux droits demandés par la population. Il suffit par exemple de penser à l'évolution du régime de protection du travail en prenant en considération les nombreuses catégories qui souffrent d'un manque de garanties.

***Vous avez été ministre pour les Réformes constitutionnelles et pour les Relations avec le parlement au sein du gouvernement Renzi. Pourriez-vous décrire les principales lignes d'actions de cet exécutif ? Quelles ont été les principales réformes ? Mais aussi les principaux obstacles au réformisme ?***

Vous savez, pour être ministre des réformes en Italie, il faut une bonne dose d'optimisme ! Peut-être que mes 33 ans m'ont procuré ce surcroît d'enthousiasme, car en Italie tous sont partisans du changement du moment que cela concerne les autres. C'est un pays à la fois peureux et conservateur que le nôtre. Nous réclamons à grands cris des révolutions pour ensuite tout laisser en l'état. Le gouvernement Renzi a représenté une véritable rupture de ce schéma. Nous avons rénové le marché du travail avec le *Jobs Act* qui a permis la création d'1 million d'emplois. Nous avons réduit les impôts pour les classes moyennes et les entreprises en étant le premier gouvernement de centre gauche qui n'augmentait pas la pression fiscale mais la diminuait. Nous avons approuvé la première loi sur les unions civiles, introduit la responsabilité civile des magistrats tout en réduisant leurs congés. Nous avons simplifié les services publics par la numérisation. Nous avons réformé les banques populaires. Nous avons introduit l'évaluation au mérite pour les enseignants et révolutionné le secteur associatif et du bénévolat. La droite nous a accusés de faire des réformes de gauche alors que la gauche nous a accusés de faire des réformes de droite. La vérité, c'est que nous avons réalisé les réformes qui servaient à un pays bloqué et en récession, pour le faire sortir de la crise. Ce réformisme a certainement pu déplaire à ceux qui ont été touchés par ces réformes ou ont perdu une partie de leurs rentes de pouvoirs. Nous avons payé le prix politique de ces réformes, et nous le payons encore, mais le jeu en valait la chandelle comme le montrent les chiffres de l'ISTAT (Institut italien de la statistique, N.D.L.R.) en matière de croissance, emploi et lutte contre l'évasion fiscale parmi tant d'autres.

***Le courant de Matteo Renzi s'est affirmé par le biais d'un fort projet réformiste au sein du principal parti de la gauche italienne, le Parti Démocrate. Mais, cependant, en 2016 le résultat négatif du référendum à propos de la constitution italienne a représenté un coup d'arrêt. La création de la formation Italia Viva en 2019 marque l'impossibilité d'un réformisme interne au parti démocrate et donc à la gauche « classique » ? En synthèse, d'après vous, le réformisme est-il de droite ou de gauche ?***

Notre route s'est séparée de celle du Parti Démocrate quand nous avons compris que ce n'était plus la maison des réformistes. Et je ne me repens pas d'avoir fait un choix certainement plus hasardeux, car créer un parti représente un beau défi. On renonce à la sécurité, mais la liberté de se battre pour ce que l'on retient comme juste n'a pas de prix. Malheureusement, le Parti Démocrate traverse un moment délicat : il doit décider s'il se lie pieds et poings aux populistes du Mouvement 5 étoiles ou bien s'il tente d'emprunter à nouveau la voie du réformisme, en s'adressant à la partie modérée du pays. Il s'agit d'une alternative entre le travail ou le revenu de citoyenneté (une forme de revenu universel, N.D.L.R.), le développement durable ou la décroissance heureuse, la justice ou une certaine forme de néo-jacobinisme judiciaire.

Nous nous sommes fidèles à notre camp : celui opposé aux populistes et aux souverainistes. Nous continuons à représenter la maison des démocrates libéraux et réformistes. Pour moi, la véritable division aujourd'hui est celle entre européistes et souverainistes, entre démocrates et populistes.

***Le positionnement d'Italia Viva au centre de l'échiquier politique, avec un programme réformiste transversal, peut rappeler celui d'Emmanuel Macron en France avec la création d'un mouvement centriste en dehors de la structure des partis. Dans quelle mesure « En Marche » et Emmanuel Macron représentent-ils des références pour vous ? L'adhésion des députés européens d'Italia Viva à Renew Europe illustre-t-elle l'ambition d'un réformisme européen ?***

Avec « En Marche », nous avons construit un projet européen commun qui se veut une alternative aux familles politiques traditionnelles, incapables de fournir les réponses aux problèmes des citoyens européens aujourd'hui. De plus, l'entrée des populistes du Mouvement 5 étoiles au sein du groupe socialiste fait qu'il est encore plus difficile de se reconnaître aujourd'hui dans cette expérience. Nous devons progresser en matière de défense commune, de lutte contre le changement climatique, de réglementation de l'intelligence artificielle, mais aussi à propos des droits en matière de respect de la vie privée, de l'égalité des chances pour les femmes et de la tutelle des nouveaux travailleurs actuellement non protégés.

Nous avons besoin de plus d'Europe. En particulier d'une Europe plus courageuse pour affirmer sa propre position en matière de Droits de l'Homme : ce qui est en train de se passer à la frontière entre la Biélorussie et la Pologne est totalement inacceptable.

Nous, à *Italia Viva*, nous organisons chaque année une école de formation pour 500 jeunes dont 100 proviennent de l'Europe entière. La prochaine édition aura lieu à Ventotenne, cette prison de la seconde guerre mondiale située en pleine mer où, en 1941, fut formulée une déclaration qui jetait les bases de la construction de l'Union européenne. Nous avons baptisé notre école « mériter l'Europe », ce qui symbolise bien le sens de notre engagement.

***Après l'action à l'intérieur du Parti Démocrate, c'est ensuite le moment Italia Viva qui a commencé, une force parlementaire provenant de la scission au sein du Parti Démocrate d'un certain nombre d'élus et qui a joué un rôle décisif dans le jeu parlementaire qui a marqué la fin du gouvernement Conte 1 en 2019, (et donc la fin de l'alliance populiste M5S-Lega), mais également à la fin du gouvernement Conte 2 en 2021 (avec la redéfinition d'une majorité parlementaire autour de Mario Draghi). On peut donc constater un rôle décisif en matière d'équilibres parlementaires. Est-il également possible de penser à une politique d'enracinement territorial dans le contexte électoral ?***

Nous avons été décisifs en 2019 pour éviter des élections qui auraient entraîné le risque d'une victoire nette de Salvini et Meloni, ce qui aurait ouvert la voie à un gouvernement souverainiste, mais également en 2021 pour installer Draghi à la tête du pays. Nous jouons certainement un rôle clef au sein du Parlement, un rôle qui tient plus à la capacité politique de Matteo Renzi et à la force des idées qu'au nombre d'élus, même si notre présence est décisive dans le jeu parlementaire en de nombreuses occasions. Nous avons été capables de montrer, lors des élections municipales, notre enracinement territorial en dépassant dans de nombreux cas, de la Toscane à Milan, Bologne et de nombreuses autres villes, le M5S qui, selon les sondages, aurait dû nous dominer. Nous avons observé l'élection de nombreux maires. Nous n'avons pas sans doute pas de structures territoriales comme les vieux partis, car nous avons voulu éliminer le financement public des partis et nous ne pouvons pas compter sur ces ressources, mais également parce que l'engagement politique des personnes a changé. Nous sommes une formation jeune, pratiquement née durant une pandémie, et cependant nous avons été capables de nous enraciner et de croître en seulement deux années. Le premier véritable défi sera pour nous les prochaines législatives et nous avons déjà démontré que si les sondages sont une chose, la réalité du vote en est une autre.

***Dernière question : faut-il considérer Mario Draghi comme le pivot pour une stratégie réformiste italienne et européenne ?***

J'évitais de plonger Draghi dans les aléas du débat politique quotidien. Ce ne serait pas correct eu égard à son rôle institutionnel, qui reste aujourd'hui à l'écart des partis politiques, et ce même si nombreux sont ceux qui souhaitent dessiner le futur de Draghi à sa place. Je pense qu'il n'a besoin d'aucune forme d'aide non souhaitée. Il est indiscutable que son histoire personnelle illustre un grand soutien à la nécessité des réformes dans notre pays comme en Europe. D'ailleurs, même Emmanuel Macron, lorsqu'il a remercié Mario Draghi à la fin de son mandat à la BCE, avait reconnu un grand européiste qui avait toujours travaillé au renforcement de l'Europe.